

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
Mulhouse Cedex 01

MULHOUSE, le 30/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TRITER**

29 rue des Genêts  
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006706119\_2023\_03\_02\_VIIPPC\_TRITER  
Code AIOT : 0006706119

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement TRITER (installation de transit de matériaux) implanté 29 rue des Genêts 68700 Aspach-Michelbach. L'inspection a été annoncée le 21/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRITER ( install transit de matériau
- 29 rue des Genêts 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006706119
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Triter exploite notamment une plateforme de transit de matériaux.

Le référentiel utilisé dans le cadre du contrôle est l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques ".

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Programme annuel de visite

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Exploitation-surveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 4.7	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 2.5
3	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 4.2
5	Traitement des surfaces libres	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 6.6
6	Récupération recyclage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 7.1
7	Brûlage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 7.5

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence des non-conformités relatives à la clôture du site et à l'affichage des consignes.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Accessibilité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation-aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Le site est pourvu de voies permettant le passage des véhicules des services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Exploitation-surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle de l'accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> L'installation n'est pas accessible par des engins motorisés hors plages d'ouvertures. Toutefois les personnes pourraient y accéder à pied, le site n'étant pas clôturé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délai :</b> 6 mois

### N° 3 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitation dispose de plusieurs extincteurs, d'un moyen d'alerter les secours et d'un plan des installations à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc
<b>Constats :</b> Un classeur contenant les consignes de sécurité est présent sur le site mais elle ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
<b>Observations :</b> Les locaux du personnel sont actuellement des constructions provisoires et seront entièrement refaits après la rénovation du site. S'agissant d'une non-conformité documentaire, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant assure l'affichage des consignes dans un délai de quinze jours dans les endroits adaptés et qu'il en justifie à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délai :</b> 15 jours

#### N° 5 : Traitement des surfaces libres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des surfaces libres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les surfaces libres doivent être engazonnées et arborées.
<b>Constats :</b> Il n'existe pas de surface libre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Récupération recyclage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récupération et recyclage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.
<b>Constats :</b> L'installation dispose de 4 bennes à déchets pour les différentes catégories de déchets produites. Les huiles usagées sont prises en charge par l'établissement Grandidier, la ferraille est vendue à l'entreprise Perrin et les déchets de type tout venant sont repris par Coved.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Brûlage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I point 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Brûlage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit
<b>Constats :</b> Le service d'inspection n'a pas constaté lors de sa visite que l'exploitant brûle des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Constats hors points de contrôle

Pour rappel, les traverses de chemin de fer (bois créosoté) sont des déchets dangereux. Le transit de déchets dangereux relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées. Si de tels déchets sont apportés par des clients dans des chargements de déchets inertes, les lots de déchets doivent être refusés.